



BRÈVES ÉCONOMIQUES

DU BRÉSIL

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE BRASILIA

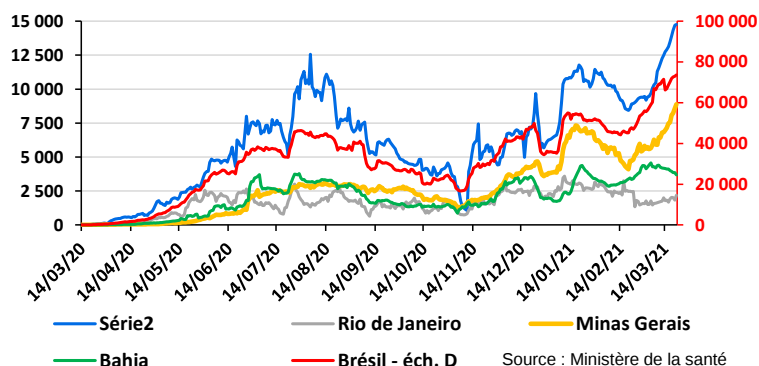
Semaines du 19 au 25 mars 2021

Résumé :

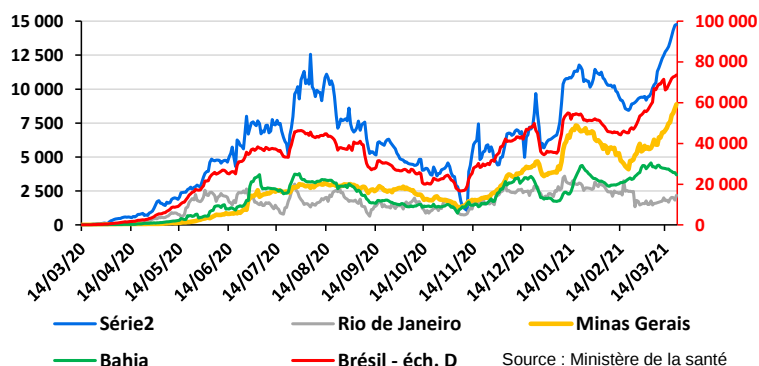
- Situation sanitaire : évolution des cas et des décès.
- La gravité de la situation sanitaire et le retour aux mesures d'endiguement pèsent sur la confiance.
- L'Institution fiscale indépendante prévoit une hausse du PIB de 3% et une amélioration des finances publiques en 2021, malgré un contexte très incertain.
- Une étude révèle l'importance qu'ont eues les mesures gouvernementales pour contrebalancer les effets de la crise sur le marché du travail, la pauvreté et les inégalités.
- Graphique de la semaine : pour les plus modestes, le choc négatif de revenu provoqué par la crise a été surcompensé par l'aide d'urgence.
- Evolution des marchés du 19 au 25 mars 2021.

Evolution sanitaire : évolution des cas et des décès.

Nouveaux cas par jour
(moyenne hebdomadaire)



Nouveaux cas par jour
(moyenne hebdomadaire)



Selon le ministère de la Santé, en moyenne sur la dernière semaine ont été enregistrés 73 552 nouveaux cas de Covid-19 et 2 259 décès par jour (contre 66 289 et 1 821 la semaine précédente). Au 21 mars, le Brésil compte au total 11,998 M cas de contaminations et 294 042 décès depuis le début de la pandémie.

La gravité de la situation sanitaire et le retour aux mesures d'endiguement pèsent sur la confiance.

Selon les indices de confiance de mars élaborés par la Fondation Getulio Vargas (FGV), la confiance s'est fortement dégradée au Brésil. La chute de la confiance concerne tous les segments jusqu'à présent sondés :

- Dans le **commerce de détail**, l'indice de confiance s'est effondré de 18,5 pts par rapport à février pour atteindre 72,5 pts (minimum depuis mai 2020). Cette chute a été influencée par la baisse des ventes mais surtout par la détérioration des perspectives, sous l'effet de la dégradation sanitaire et du retour des mesures de distanciation sociale.
- Concernant l'**industrie**, la chute de la confiance est moindre (4 pts sur le mois, indice à 103,9 pts) et prolonge une tendance baissière visible depuis le début de l'année.
- L'indice de confiance des **consommateurs** a quant à lui chuté de 9,8 pts par rapport à février et atteint désormais 68,2 pts (plus faible valeur depuis mai 2020). La chute est principalement imputable à la dégradation de leurs perspectives, en lien avec la gravité de la situation sanitaire, la saturation récente du système de santé, la lenteur de la campagne de vaccination et les risques que le confinement fait peser sur leur revenu et leur emploi.

L'Institution fiscale indépendante prévoit une hausse du PIB de 3% et une amélioration des finances publiques en 2021, malgré un contexte très incertain.

Dans son rapport de suivi budgétaire de mars, l'Instituição Fiscal Independente (IFI) a publié de nouvelles prévisions macroéconomiques et fiscales pour le Brésil en 2021.

Dans son scénario de base, l'IFI projette une hausse du PIB brésilien de 3% en 2021. Cette prévision reste néanmoins sujette à de nombreux risques baissiers, au premier rang desquels l'aggravation de la situation

sanitaire et la lenteur dans la campagne de vaccination. L'institution mentionne d'ailleurs le risque d'une récession technique au premier semestre de l'année, car les Etats et municipalités ont dû mettre en place de nouvelles mesures d'endiguement dès mars pour ralentir la recrudescence de la pandémie. Si ces mesures sont nécessaires, elles auront néanmoins un impact plus ou moins élevé sur le PIB brésilien selon la durée de leur maintien et leur ampleur. Elle estime ainsi que pour **chaque mois de paralysie de 50% des activités, sa prévision de croissance du PIB pour 2021 serait amputée d'environ 1 p.p.**

Dans un tel contexte économique, l'IFI estime un déficit primaire du gouvernement central de -10,1% du PIB en 2020 et prévoit ce solde primaire à -3,1% en 2021, en ligne avec la prévision du Ministère de l'Economie utilisé dans son projet de loi d'orientation budgétaire de 2021. La baisse du déficit primaire par rapport à 2020 découlerait principalement de l'arrêt de nombreuses mesures d'urgence en 2021. En effet, les dépenses budgétées liées à la Covid-19 chuteraient de -7,1% du PIB en 2020 à -0,8% du PIB en 2021. Cependant l'IFI souligne deux principaux facteurs qui contribueront à détériorer les soldes budgétaires en 2020 : i/ le prolongement de l'aide d'urgence d'avril à juillet devrait représenter une charge budgétaire supplémentaire de 45 Mds BRL (0,6% du PIB), bien qu'elle sera partiellement compensée par la baisse des dépenses pour la *Bolsa Familia*¹ ; ii/ étant donné que l'IFI anticipe un taux Selic à 3,5% en fin d'année, le resserrement de la politique monétaire de la Banque Centrale devrait augmenter les charges d'intérêt payées sur la dette publique et donc le déficit nominal. Enfin, l'IFI prévoit que le ratio de dette publique brute par rapport au PIB (suivant la mesure des autorités brésiliennes) atteigne 92,7% du PIB en 2021 (contre 89,6% du PIB en 2020). L'institution prévoit d'ailleurs qu'il continue d'augmenter sur les dix prochaines années.

¹ Les conditions concernant la nouvelle aide d'urgence de 2021 énoncent en effet que pour les ménages bénéficiant déjà de la *Bolsa Familia*, l'aide d'urgence remplacera temporairement ce transfert si le montant auquel

le bénéficiaire est éligible dépasse celui de la *Bolsa Familia*. Voir les brèves économiques et financières du 12 au 18 mars 2020.

Une étude révèle l'importance qu'ont eues les mesures gouvernementales pour contrebalancer les effets de la crise sur le marché du travail, la pauvreté et les inégalités.

Dans une étude récente, des économistes du FMI évaluent l'impact direct qu'a eu la crise sanitaire sur le marché du travail au Brésil et le rôle compensateur de deux mesures gouvernementales phares : l'*auxílio emergencial* (aide d'urgence) et la MP 936 (*Benefício Emergencial de Preservação do Emprego e da Renda*) visant à sauvegarder l'emploi formel.

La crise liée à la Covid-19 a frappé le Brésil alors que son marché du travail était encore lourdement fragilisé par la précédente crise de 2015-2016. En atteste l'ampleur de la main d'œuvre sous-utilisée sur le marché du travail, qui agrège à la fois les personnes au chômage, les personnes sous-employées (travaillant moins que ce qu'elles ne voudraient), les chômeurs découragés et les autres actifs dans la force de travail potentielle². Au T4 2019, cette main d'œuvre sous-utilisée représentait 26,2 M de brésiliens, contre 15,3 M fin 2014.

Les chercheurs estiment que presque 38 M d'emplois (40,7% de l'emploi total) étaient menacés au début de la crise sanitaire. Ces emplois à risque sont principalement concentrés dans les secteurs intensifs en contacts humains et vulnérables aux mesures d'endiguement (par exemple les services aux ménages, les transports et surtout le secteur informel) et dans les secteurs incapables de s'adapter au télétravail (typiquement la construction). Néanmoins, le Brésil a perdu 12 M d'emplois entre août 2019 et août 2020, ce qui représente un montant bien inférieur aux emplois initialement menacés. Selon les chercheurs, plusieurs facteurs expliquent cet écart, notamment le programme gouvernemental de sauvegarde de l'emploi formel (MP 936) : celui-ci aurait sauvé plus de 10 M d'emplois formels en échange d'une réduction du temps de travail voire d'une suspension temporaire de leur activité, subventionnée par l'Etat.

L'étude révèle que la crise a eu un impact différencié sur les travailleurs : si certains ont perdus leur emploi, d'autres ont généralement dû concéder une baisse de leur temps de travail et de leur salaire. La crise a particulièrement pénalisé les travailleurs vulnérables : ceux travaillant dans les secteurs vulnérables aux mesures d'endiguement (notamment dans le secteur informel), ceux travaillant dans de petites entreprises, les minorités raciales et les femmes.

Si les revenus du travail ont chuté pour tous les travailleurs, ce sont les plus modestes qui ont été les plus affectés. Dans la distribution de la population du plus faible au plus haut revenu, le premier décile de revenu (ie. le 10% le plus modeste de la population) a vu son salaire moyen baisser de 35%, contre 17% pour le 10^e décile (le 10% le plus riche). Pour compenser ce choc de revenu, le gouvernement a rapidement mis en place une aide d'urgence à destination des plus vulnérables³, qui a plus que compensé l'impact négatif de la crise sur le revenu, du moins temporairement. Sans l'aide d'urgence, le niveau des inégalités mesuré par l'indice de Gini aurait augmenté de 0,53 (avant la crise) à 0,58 en mai 2020 or il a finalement reculé à 0,51. De la même façon, le taux d'extrême pauvreté aurait augmenté de 4,7% avant la crise à 13,9% en mai 2020, mais il a finalement reculé à 4,4%.

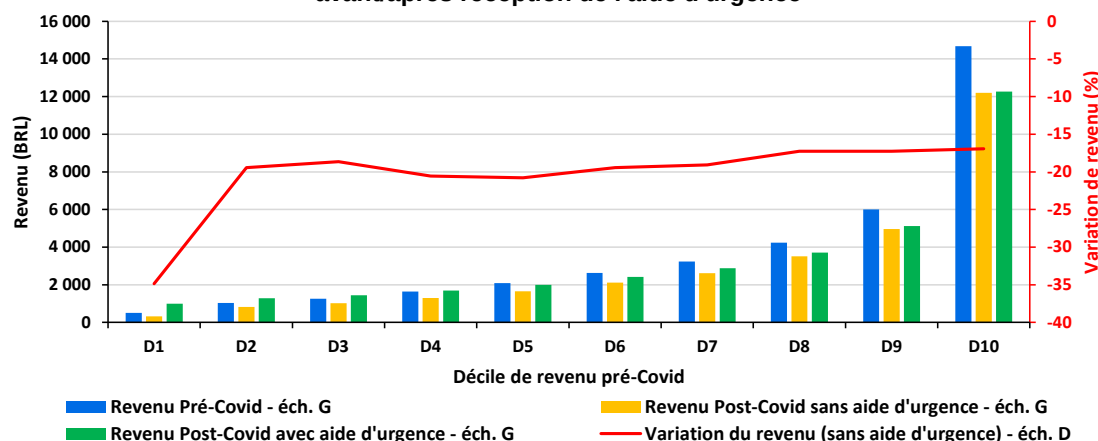
Si ces chiffres sont rassurants dans le sens où les autorités économiques ont rapidement pris au sérieux la gravité de la crise et soutenu les plus modestes, ils ne présagent pourtant pas une baisse future de la pauvreté et des inégalités au Brésil. Il est à craindre qu'avec la fin de la majorité des aides d'Etat et le renouvellement d'une aide d'urgence plus restreinte, les inégalités et la pauvreté augmentent à nouveau en 2021, d'autant plus que les mesures d'endiguement ont repris au Brésil dès mars et que le marché du travail ne montre toujours pas de signe clair de redressement.

² La force de travail potentielle regroupe 1/ les personnes qui recherchent un emploi mais ne sont pas disponibles immédiatement pour travailler et 2/ les personnes disponibles pour travailler mais n'en recherchant pas un pour diverses raisons (échec antérieur à trouver un emploi, manque d'expérience, personnes se jugeant trop âgées ou trop jeunes, perception pessimiste du marché du travail, etc.).

³ L'aide d'urgence a consisté d'abord en un transfert de 600 BRL par mois et par bénéficiaire d'avril à août (soit environ 60% du salaire minimum), puis de 300 BRL de septembre à décembre. On comptait 67,7 M de bénéficiaires au début, et 50 M en décembre (en raison de conditions d'éligibilité plus strictes).

Graphique de la semaine : pour les plus modestes, le choc négatif de revenu provoqué par la crise a été surcompensé par l'aide d'urgence.

Distribution des revenus de la population
avant /après la crise
avant/après réception de l'aide d'urgence



Source : Al Masri, D, Flamini, V, Toscani, F, (2021), "The Short-Term Impact of COVID-19 on Labor Markets, Poverty and Inequality in Brazil. Calculs fondé sur les données de l'enquête PNAD Covid-19 (mai 2020) de l'IBGE.

Lecture : On constate que la crise sanitaire de 2020 a provoqué une baisse du revenu des brésiliens si l'on ne prend pas en considération l'aide d'urgence. Cet impact négatif s'est révélé plus fort pour les plus modestes (courbe rouge). En revanche, l'aide d'urgence distribuée par le gouvernement à partir d'avril a permis de surcompenser cet impact négatif pour les 40% les plus pauvres (barre verte vs barre bleue).

Evolution des marchés du 19 au 25 mars 2021.

Indicateurs*	Variation sur deux semaines	Variation Cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	-1,9%	-6,9%	111 742
Risque-pays (EMBI+ Br)	-6pt	+21pt	289
Taux de change R\$/USD	+2,1%	+6,2%	5,67
Taux de change R\$/€	+1,1%	+3,1%	6,70

* Données du jeudi à 12h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication :

Sébastien Andrieux, chef du Service économique de Brasília

Rédacteurs :

Tristan Gantois, Julio Ramos-Tallada

Pour s'abonner :

tristan.gantois@dgtresor.gouv.fr